**Lettre ouverte aux élus et gestionnaires du Comminges, de la Haute Garonne et de la région Occitanie**

                                       Le 20 03 2022

                          Objet : Agriculture et pesticides

 Monsieur, madame,

 Une étude majeure que viennent de signer plus de 14 scientifiques dans la revue [Environmental Science et Technology](https://pubs.acs.org/doi/10.1021/acs.est.1c04158%22%20%5Ct%20%22_blank) a, pour la première fois, évalué l'impact des pollutions par les produits chimiques sur la planète : les chercheurs estiment que cette pollution vient de franchir un seuil critique, conséquence des 350 000 types de produits différents répandus, dont les pesticides et les antibiotiques de l’agriculture intensive.

Avec eux le collectif d’associations « Zéro pesticide » appelle à un arrêt de la production et de l’utilisation sans contrôle de ces produits dont les effets sur la santé des organismes vivants, sur la biodiversité, et sur la destruction des sols sont déjà catastrophiques, et pour certains irréversibles.

Il n’est plus envisageable de prolonger la pratique de l’agriculture chimique, chacun peut comprendre que les déversements de tonnes de pesticides et d’antibiotiques qui s’ajoutent chaque année devront cesser, et il est évident que l’agriculture va devoir s’engager dans les voies qui sont déjà ouvertes et explorées par **l’agro-écologie, le seul modèle de production favorable à la conservation des sols, à la biodiversité et à la ressource en eau, ainsi qu’à la lutte contre le changement climatique**.

 Après le fiasco du plan éco-phyto, la campagne « Secrets toxiques » vient de révéler que les agences de santé ont autorisé des pesticides contenant des adjuvants et des impuretés non évalués -arsenic, plomb, et hydrocarbures…-, qui les rendent des centaines de fois plus toxiques. Les procès qui suivront devraient logiquement aboutir à **interdire la vente de la plupart des produits**.

 Comme pour le climat, nous le voyons tous, la transition est incontournable à court terme.

 Or, s’agissant d’agro-écologie, les politiques actuelles, qu’elles soient européennes, régionales ou nationales, sont des **politiques de niches sans réels objectifs de généralisation.**

Les territoires qui sortiront des logiques micro expérimentales et qui s’engageront résolument **auront un net avantage lorsque l’agriculture entrera dans cette transition**. Et ce virage est à prendre d’urgence car un quart des agriculteurs va prendre sa retraite, libérant en France 5 millions d’hectares, menacés d’être livrés à la spéculation, et accaparés par les industriels et les firmes. **Il faut d’urgence susciter des vocations et faciliter l’accès à la terre des jeunes agriculteurs.**

 C’est pourquoi, à l’occasion de la **Semaine Européenne des Alternatives aux Pesticides**, les associations, les professionnels et les citoyens signataires de cette lettre demandent à tous les gestionnaires du domaine agricole de la région et du département, **d’employer tous les moyens pour développer à grande échelle l’agriculture biologique, développer les circuits de production, interdire l’installation d’exploitations de type industriel** (élevages en batteries, accaparement de terres agricoles…) et **favoriser la polyculture**.

 Dans l’attente de ces décisions, veuillez agréer nos salutations respectueuses.